

masses à ce programme, mais aussi pour souligner les omissions et les aspects négatifs de cette expérience. La première leçon en est l'impossibilité d'édifier une économie collectiviste sans détruire l'état bourgeois.

L'économie ouvrière ne peut être un ensemble d'entreprises collectivistes, constituant chacune un monde en soi, sans un système d'économie planifiée, centralisée, dirigée par une commission centrale de Planification, désignée par les grands congrès syndicaux des syndicats. Ceci suppose la nationalisation de la banque centrale, l'expropriation des banques privées, la constitution d'une banque unique, qui peut distribuer le crédit d'après les besoins effectifs de la production et qui réalise le crédit à bon marché.

Il faut distribuer équitablement les heures de travail nécessaire à la production. Evhelle mobile des heures de travail, sous le contrôle des travailleurs, avec le salaire habituel assuré à tous.

Le salaire doit être calculé en rapport avec le coût de la vie. Les contrats collectifs doivent assurer l'augmentation automatique des salaires, en relation avec l'augmentation des prix des biens de consommation. Le elle mobile des salaires : Contrôle ouvrier de l'embauche et du licenciement !

PLEINE REALISATION DES DROITS DEMOCRATIQUES DES MASSES !

En posant de façon conséquente la réalisation des droits démocratiques sur la base de l'expérience vécue pendant la guerre civile, la politique révolutionnaire doit non seulement se différencier fondamentalement de la politique "républicaine", mais encore elle doit pousser le prolétariat vers la conscience et la décision de la prise du pouvoir.

Non contents de défendre les plus élémentaires droits démocratiques des masses, contre toute attaque ou restriction de la part de la bourgeoisie, nous devons lier intimement la défense et l'existence de ces droits à la constitution et au développement des organes de défense et de dualité de pouvoir du prolétariat.

Face à la "liberté" de la presse des républicains et réformistes qui consistera dans le meilleur des cas à pouvoir publier, au prix de mille sacrifices, des publications de tirage forcément réduits, tandis que les grands moyens de technique continueront d'être aux mains des propriétaires bourgeois, la liberté de la presse de la classe ouvrière doit consister à arracher des mains des Luca de Tena, Godo, Bencheta etc... de tels moyens d'information, diffusion et propagande, pour les mettre au service de toute les organisations ouvrières et paysannes.

Il faut dénoncer comme une trahison politique qui sous différents prétextes, tend à laisser dans les mains de ses propriétaires bourgeois les grandes imprimeries, les grands dépôts de papier. Et de même pour les postes émetteurs de radio, qui doivent être mis à la disposition des organisations prolétariennes; des grandes salles etc...

L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Dans une situation révolutionnaire le problème de l'Assemblée Constituante peut apparaître comme un des plus critiques. Suivant les circonstances, le mot d'ordre de la "Constituante" peut être, comme en Allemagne 1918 un piège fatal posé par une bourgeoisie habile; ou comme en Russie 1917 un pas important vers la solution révolutionnaire de la crise.

Constituant une épée à double tranchant, il n'est pas surprenant qu'il soit un des problèmes où apparaît avec la plus d'acuité le danger de déviation et de tendance vers le sectarisme et l'ultra-gauchisme. Raison de plus pour comprendre le rôle que peut jouer le mot d'ordre de l'Assemblée Constituante dans la situation révolutionnaire espagnole.